

AGRICULTURE SOCIALEMENT DURABLE

L'impasse du modèle de production agricole industrielle dans le sud de l'Espagne

Pendant la saison hivernale, les régions d'Almería, avec 40'000 ha de légumes, et de Huelva, avec 7'500 ha de fraisières, sont aujourd'hui productrices n°1 de fruits et légumes européens pour les pays du Nord. Pourtant ce modèle de production agricole a atteint ses limites après 35 années de boom économique sans précédent dans une des régions historiquement les plus pauvres de l'Europe du Sud. Corollaire des bénéfices dégagés par cette agriculture: une activité débridée de bétonnage du sol. La construction de villas et de complexes touristiques a déclenché une frénésie qui a permis à la population de se sortir de la pauvreté. Ceci sur le dos d'une main-d'œuvre corvéable à merci, au début nationale et ensuite issue principalement de l'immigration «légale» organisée (Maroc, Pologne, Roumanie, etc.) ou encore de «sans-papiers» venant d'Afrique, d'Amérique du Sud ou des pays de l'Est. Un environnement pollué et saccagé par les bulldozers complète le triste panorama.

Emprises sur le foncier

Depuis le nouveau millénaire, la surface des serres de la région d'Almería est passée de quelque 30'000 ha à environ 40'000 ha, grignotant à coups de bulldozer les collines et montagnes avoisinantes et empiétant – en toute illégalité – sur le territoire du Parc naturel, d'importance européenne, du Cabo de Gata. Avec environ 18'000 unités, le nombre de producteurs reste relativement stable. Ce sont principalement des petits propriétaires-producteurs (2 à 5 ha). Il est certes difficile de connaître exactement leur statut social et – surtout – leur situation économique. Il semble, cependant, qu'en raison d'une concurrence de plus en plus vive, les systèmes de serres deviennent plus sophistiqués, donc plus chers; d'où un endettement plus important et une vulnérabilité plus grande. Les petits producteurs de fruits et légumes se voient étranglés par des coûts de production de plus en plus élevés: désalinisation de l'eau, cultures hors-sol, etc. Ces petits producteurs sont-ils vraiment encore propriétaires de leur outil de travail (sol, bâtiments, production, etc.)? Ce n'est pas certain car, afin de pouvoir produire, ils sont confrontés aux exigences des financiers et fortement endettés. Pour les producteurs de fraises de la région de Huelva, les semis, plantons et techniques de production dépendent des filières californiennes; ils sont évidemment soumis au paiement de royalties. Quant à la production de légumes sous serres

à Almería, elle dépend principalement de la Hollande.

Ce modèle de développement est aujourd'hui en crise: après s'être envolée pendant plusieurs années, la spéculation foncière se dégonfle et l'activité immobilière tend vers la faillite. La commercialisation des fruits et légumes est en main de grands distributeurs internationaux et nationaux qui dictent leurs conditions. Le monde du capital financier international choisit ses investissements en vertu des dividendes escomptés et n'a pas d'état d'âme. Peu lui importe de délocaliser la production une fois les ressources naturelles épuisées et le coût de la main-d'œuvre passé au-delà du seuil de rendement dicté par les actionnaires! Cette délocalisation se dessine inexorablement, notamment en Afrique du Nord; au Maroc par exemple, où d'importants capitaux espagnols sont investis et où les coûts de production, malgré les transports plus long, sont encore plus bas...

Exploitation des êtres humains

Une majeure partie de la main-d'œuvre est composée d'immigrés clandestins. Leur statut illégal les rend corvéables et malléables à souhait: paiement partiel du salaire, insuffisance voire absence d'une couverture sociale digne de ce nom, travail journalier sélectif et sur appel, irrespect de la personnalité, racisme ouvert, tracasseries multiples et répétées. Sans parler des conditions de logement déplorables et trop souvent scandaleuses, auxquelles s'ajoutent les nombreux accidents de travail dus à l'utilisation inadéquate des produits phytosanitaires. La loi de l'offre et de la demande ne joue manifestement pas en faveur de ces innombrables ouvriers d'origines diverses, majoritairement marocaine. Les pays de l'Est sont également bien représentés, de même que les pays sub-sahariens et ceux d'Amérique latine. Leur nombre? Une

les légumes produits contiennent au moins 95% d'eau et que le volume des légumes exportés de la région d'Almería se situe entre 2,8 et 3 millions de tonnes par saison, ce ne sont pas moins de 2,6 à 2,8 millions de tonnes d'eau (potable) qui se baladent sur les routes européennes durant chaque saison... en polluant allègrement l'air. Or, les nappes phréatiques s'épuisent, même à 1'500 m de profondeur! La désalinisation de l'eau de mer a un prix non négligeable. Quant aux déchets générés par cette production, en particulier les plastiques et matériaux nécessaires à la construction des serres, ils sont évalués par les spécialistes à environ trois millions de tonnes par saison, donc au moins l'équivalent de la production légumière elle-même. Il existe bien sûr des décharges officielles, des usines de recyclage ou d'incinération, mais elles sont peu nombreuses et ont un coût; d'où une forte tentation de déroger à la règle et de procéder à l'évacuation, l'enfouissement ou l'incinération sauvages... Pollution de l'eau, des sols, de l'air et gaspillage du territoire s'entremêlent en une joyeuse ronde anti-environnementale!

La sécurité sanitaire alimentaire doit aussi être évoquée. Il y a peu de temps, des laboratoires allemands ont mis à jour des résidus de pesticides interdits dans des légumes provenant de la région d'Almería. Puis, ce fut le tour du Royaume Uni, de la Finlande et de la Hongrie. Grand tollé international! Du coup, les milieux économiques d'El Ejido misent sur l'agriculture biologique. Déjà quelque 200 producteurs ont converti près de 700 ha à ce mode de production. Mais a-t-il un futur? Et surtout, est-ce sensé de produire des tomates et autres légumes, puis de les transporter sur des milliers de kilomètres pour les étaler enfin sur les comptoirs de la grande distribution du Nord de l'Europe? Fruits et légumes bio mais non écologiques et encore moins produits dans des conditions de travail et salariales convenables pour les ouvriers et ouvrières agricoles. Les consommateurs et consommatrices devront tôt ou tard se prononcer!

Autre modèle à explorer?

Dans les Alpujarras, au sud de la Sierra Nevada, des paysans de montagne se sont organisés et ont entamé une démarche intéressante: revitaliser une région en incitant au retour à la campagne, en investissant dans la production biologique afin de protéger le



Un bétonnage impressionnant qui défigure toute une région.

Bien que la marge bénéficiaire tende vers la baisse, la culture des fraises continue de dégager des revenus importants. Cette baisse incite le producteur à diminuer le coût de la main-d'œuvre et à péjorer les conditions de travail, il exploite au maximum les ressources naturelles, intensifiant la détérioration de l'environnement. En résumé, l'option choisie par les entreprises locales, sous la pression du capital financier, est claire: augmenter le degré d'exploitation du travail et des ressources naturelles! Ce constat peut être retenu également pour les producteurs de légumes sous serres de la région d'Almería.

règle généralement admise dit qu'il faut deux personnes par hectare de serre. La surface des cultures sous abri de la région étant évaluée à environ 40'000 ha, le calcul est facile à faire...

Exploitation de l'environnement

Dans le contexte de ce type d'agriculture industrielle, les atteintes à l'environnement sont quasiment inévitables. La pollution due à l'utilisation d'engrais et de produits phytosanitaires atteint des sommets critiques. El Ejido en est la preuve éclatante. Sachant que

paysage et maintenir l'agro-tourisme, en sensibilisant la population à ce mode de production. La coopérative née en 1992 a choisi de développer les débouchés locaux. Ils ont fait connaître leur production par la création d'un label AOC, via des magasins. Leur initiative a pris très vite un essor, car elle répondait à une attente de la population consommatrice. D'autres paysans se sont associés à cette entreprise en créant de nouvelles coopératives qui se sont structurées en réseau et d'autres magasins se sont ouverts. Cependant, la logique de proximité (écologique et éthique, puisque les revenus agricoles couvrent les coûts de production) qui découle de cette initiative risque de perdre son sens, car la demande de produits biologiques labellisés de cette région vient d'au-delà, du reste du pays

et d'autres pays européens. Maintenant, la balle est dans le camp de ces paysans, dont nombre d'entre eux se convertissent au bio plus pour l'argent que cela rapporte que par conscience écologique!

Reste que la main-d'œuvre agricole persiste dans son rôle de force de travail corvéable à merci. Sans papiers ou avec contrat saisonnier, elle est l'enjeu d'une politique d'emploi qui satisfaisait presque tout le monde (sauf elle-même évidemment), soit l'économie locale et globale. Tant que les consommateurs et consommatrices, ainsi que les organisations agricoles n'auront pas pris conscience de cette réalité indigne, l'espoir d'une amélioration reste ténu! L'ouverture du Centre social de Nijar, animé par le très actif SOC (Sindicato

de Obreros del Campo), contribuera à améliorer les conditions de travail de cette main-d'œuvre, délaissée malheureusement par les syndicats ouvriers traditionnels espagnols.

Peut-être que de nouvelles rencontres internationales à Almeria permettront de mettre plus en avant le concept de souveraineté alimentaire, terme qui a peu été prononcé lors des débats sur l'agriculture industrielle et dont l'application permettrait pourtant d'améliorer les conditions de travail et de rémunération du monde agricole, tant les petits paysans et paysannes que les ouvriers et ouvrières agricoles.

Philippe Sauvin/Christine Schil-ter/Willy Streckeisen, membres de la délégation de la Plateforme pour une agriculture socialement durable

Plateforme pour une agriculture sociale

www.agrisodu.ch

Nos importations douteuses de légumes

Des parlementaires questionnent le Conseil fédéral sur les conditions de production

Le retour de la délégation de la «plateforme pour une agriculture socialement durable» de la zone d'El Ejido n'est pas passé inaperçu auprès de certains parlementaires. (Voir article «L'impasse du modèle agricole industriel au sud de l'Espagne».)

A titre d'exemple et au vu des conditions de production inadmissibles du sud de l'Espagne, tant sur le plan social qu'écologique, une motion et une interpellation ont été déposées

lors de la session du mois de juin du Parlement; respectivement par Anne-Catherine Menétrey-Savary et Joseph Zisyadis. Les deux textes, très semblables, questionnent le Conseil fédéral sur l'importation en Suisse de produits qui ne respectent en rien les normes tant sociales qu'écologiques qui prévalent en Suisse.

Ils posent la question de la possibilité d'interdire ce type d'importations ou tout de moins d'imposer des taxes douanières dissuasives pour les produits dont les modes de production sont interdits en Suisse.

La question de l'étiquetage de tels

produits est également abordée en demandant des clarifications au Conseil fédéral quant à la mise en application de l'article 18 de la loi sur l'agriculture qui prescrit que «le Conseil fédéral édicte des dispositions relatives à la déclaration des produits issus de modes de production interdits en Suisse». Il est également suggéré que les conditions sociales de production puissent faire partie de l'information à transmettre, par le biais d'un étiquetage adéquat, au consommateur.

Les deux parlementaires se questionnent encore sur le rôle de la Suisse au sein de l'OMC: est-il possible d'imposer des critères sociaux dans

les échanges marchands? Si la motion a peu de chance de passer, mais à le mérite d'exister, nous nous réjouissons de lire les réponses du Conseil fédéral aux questions de l'interpellation.

Affaire à suivre.

Valentina Hemmeler Maïga

T-shirt Uniterre

Toutes les tailles sont disponibles auprès du secrétariat par simple coup de fil ou par e-mail.

021 601 74 67 / info@uniterre.ch

Ils peuvent également être commandés via www.uniterre.ch

Vous mangeriez bien une de nos carottes?

Lors de la sixième édition de la fête du développement durable à Genève le 9/10 juin dernier, la présence de la Migros n'a pas manqué de créer une certaine «surprise». Logé aux côtés des producteurs genevois du label «Genève Région Terre Avenir», la Migros a distribué des carottes au public. Cette fois-ci c'était au tour de la carotte lavée et calibrée.

Mais pour de nombreux producteurs suisses et locaux c'est plutôt des cacahuètes ou un petit coup de bâton. Réalités économiques obligent et la Migros n'y est pour rien, n'est-ce pas? Il est vrai que ce bâton s'adapte aux circonstances. Faut-il rappeler le sort qu'ont connu les éleveurs de dindes? Faut-il parler des prix payés par ELSA aux producteurs de lait, de la supercherie du label «Heidi», ou encore du label «De la région - pour la région»?

Pour la Migros, il est entendu que les producteurs doivent se fendre en courbettes devant la générosité de «leur» grand distributeur qui accepte de distribuer une quantité non négligeable de la production agricole indigène. C'est le sacro-saint volume de vente!

Qui sont donc ces paysans qui pensent qu'il faut des prix et une rémunération correcte pour pouvoir durer? Ils n'ont qu'à disparaître au nom du développement durable des bénéficiés. Pour l'édition de l'année prochaine les responsables de l'organisation de la fête du développement durable ont - à notre connaissance - déjà invité Nestlé, Shell, Monsanto, Novartis et plusieurs autres sociétés actives dans le développement durable pour nous faire avaler leurs carottes.

Rudi Berli

OMC: pas d'accord conclu, heureusement!

Les quatre acteurs clés de l'OMC se sont réunis à Postdam en Allemagne à la mi-juillet pour tenter de faire avancer les négociations OMC, en vu de pouvoir organiser une réunion ministérielle à la fin juillet à Genève. Mais après quelques jours de discussions, le Brésil a claqué la porte, estimant que les Etats-Unis n'avaient pas fait d'efforts suffisants.

Quelques jours avant cette réunion, le néo-zélandais Crawford Falconer, responsable du dossier agricole à l'OMC, était invité à Berne pour s'entretenir avec les milieux agricoles. A cette occasion il a présenté son document de négociation, publié en mai. L'OFAG a dévoilé les impacts d'un accord pour l'agriculture suisse, en fonction des différents scénarios proposés par les acteurs: celui de Falconer, du G10, du G20, de l'Union européenne et des Etats-Unis. Le point le plus problématique reste «l'accès au marché», soit la

baisse des différentes protections à la frontière. Pour faire bref, en fonction des différents scénarios, l'agriculture suisse perdrait entre 23% de sa valeur ajoutée brute (proposition d'accord du G10, dont la Suisse fait partie), et 53% (proposition des Etats Unis).

Il est intéressant de constater qu'un des secteurs le plus largement touché est celui des grandes cultures. C'est également le cas dans le cadre de la PA 2011. Les grandes cultures seraient sacrifiées au libre-marché... Mais qu'importe, nous pouvons importer du fourrage de l'étranger; il est nettement moins cher nous dit-on. Le seul hic c'est d'être ensuite en mesure d'assumer le scandale d'importation de fourrage frelaté à large échelle, comme cela vient de se produire avec des céréales chinoises... cette fois semble-t-il sans conséquences sanitaires. Jusqu'à quand?

Valentina Hemmeler Maïga